

Le ministre est allé au Japon quémander un appui. Est-ce que le gouvernement japonais a promis d'appuyer énergiquement la demande canadienne d'assister à ces entretiens avec les trois interlocuteurs qui ont déjà commencé de se réunir? Est-ce qu'ils se sont engagés dans ce sens?

Deuxièmement, le gouvernement américain va-t-il retirer son opposition à la participation canadienne, après l'abandon par le gouvernement de sa promesse électorale concernant l'AEIE ainsi que l'humiliation et l'émasculation du ministre de l'Industrie et du Commerce? Est-ce que le gouvernement américain a maintenant retiré son opposition? Où en est-on?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je vois que l'honorable parlementaire revient à son intérêt épisodique pour les affaires étrangères. Mais il semble avoir confondu deux questions tout à fait distinctes. Le but essentiel de ma visite officielle au Japon n'était pas, comme le prétend le député, de parler des entretiens commerciaux restreints, mais de demander l'élargissement et la libéralisation des échanges entre le Canada et le Japon; plus spécialement, d'essayer de faciliter l'entrée en plus grand nombre des produits canadiens ouverts ou semi-ouverts au Japon, et également d'encourager les investissements japonais au Canada, en même temps que d'examiner les questions multilatérales.

L'honorable parlementaire a tout à fait raison de dire que j'ai abordé la question des entretiens restreints avec le gouvernement japonais. Je dois dire que j'ai eu des réponses un peu différentes de la part des deux ministres japonais avec qui j'en ai parlé. L'un a estimé qu'il fallait s'en remettre aux États-Unis. L'autre s'est montré plus favorable.

Pour en venir à l'autre question du député—je ne sais pas s'il s'agit là d'une question à laquelle il attache plus d'importance—en tout cas il a évoqué à la fin la question de la réaction américaine à l'AEIE. Les États-Unis ne manifestent pas d'opposition générale à l'AEIE. Ils ont bien précisé qu'ils n'avaient pas d'objection générale à nos politiques concernant la canadienisation et l'AEIE. Ce qui les préoccupe, ce sont certains éléments bien précis du Programme énergétique et de l'AEIE. Nous procédons à des entretiens poussés sur ces questions avec les États-Unis, pour chercher à les assurer de l'équité de notre démarche.

LA POSITION DES ÉTATS-UNIS SUR LA PARTICIPATION DU CANADA AUX NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, l'intérêt que je porte de loin en loin aux affaires extérieures est moins préjudiciable au Canada que celui que leur porte en permanence le ministre lui-même. Le joueur d'orgue de Barbarie étant absent, c'est son singe qui répond à sa place. Je reviens à ma question.

Le gouvernement américain a-t-il cessé de s'opposer non pas aux mesures que l'Agence d'examen de l'investissement étranger a prises—nous savons qu'il s'oppose à quelques-unes seulement des mesures, non pas à toutes—mais bien à la participation du Canada aux négociations commerciales qu'il propose d'entreprendre entre la Communauté européenne, le Japon et les États-Unis? Il cherche ainsi à punir le ministre et le

Questions orales

gouvernement de certains ennuis qu'ils lui causent. Les États-Unis ont-ils cessé de s'opposer à la participation du Canada, maintenant que le gouvernement a annoncé des changements à la politique de l'Agence d'examen de l'investissement étranger dans le cadre du budget, et que le ministre de l'Industrie et du Commerce a maintenant promis de s'amender? Voilà les questions auxquelles j'aimerais que le ministre réponde.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Si c'est là ce que le député désirait savoir, madame le Président, je me réjouis qu'il ait formulé sa question une deuxième fois. En fait, le gouvernement américain n'a pas adopté à l'égard de la participation du Canada l'attitude négative que le député lui prête. Sauf erreur, M. Brock, l'ambassadeur américain chargé de missions commerciales spéciales, avait, me semble-t-il, cherché à organiser une rencontre similaire à laquelle le Canada n'était pas invité, mais le président l'a contremandée, semble-t-il, parce que le Canada n'était pas invité. Par conséquent, le gouvernement américain adopte dans l'ensemble, à cet égard comme à bien d'autres, une attitude de compréhension et de sympathie à l'égard du Canada. Le cabinet collabore autant qu'il peut avec le gouvernement américain pour tâcher d'éliminer les aspects de notre politique que celui-ci trouve moins heureux.

* * *

● (1425)

L'ÉCONOMIE

LA MANIFESTATION ORGANISÉE PAR LE CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA—LA POLITIQUE DES TAUX D'INTÉRÊT QUE PRATIQUE LE GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Depuis la présentation du budget, les propriétaires de maison, les agriculteurs et les chefs de petites entreprises ont dénoncé les conséquences néfastes des taux d'intérêt élevés. Samedi dernier, la plus grande foule de l'histoire du Canada a envahi la colline du Parlement; les Canadiens voulaient ainsi manifester leur indignation et réclamer un changement dans la politique gouvernementale des taux d'intérêt. Le gouvernement est-il maintenant disposé à écouter la voix de ces Canadiens représentant tous les secteurs de l'activité économique et à modifier sa politique de taux d'intérêt élevés?

Des voix: Bravo!

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, j'ai entendu quelqu'un dire que samedi dernier, aucun député libéral n'avait été témoin des manifestations à Ottawa. Je tiens à souligner un point, pour la gouverne du public: jeudi dernier, à la demande expresse du Congrès du travail du Canada, des réunions ont été organisées entre des ministres et divers groupes régionaux. Il faut que cela soit bien clair.

M. Broadbent: Aucun homme politique ne s'y trouvait.

M. Pepin: Je crois savoir que mon honorable ami y était.

M. Broadbent: Non.